

Positionnement

# CRISE SANITAIRE DU CORONAVIRUS

## RECOMMANDATIONS DES ONG DU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT

28/04/2020

Auteur : Coalition Eau

**La pandémie mondiale de coronavirus a mis en évidence l'importance vitale de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Se laver les mains avec de l'eau et du savon sauve des vies. Il s'agit d'une règle d'hygiène de base, efficace et peu coûteuse.**

Pourtant, 10 ans après la reconnaissance du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement par les Nations Unies, des milliards de personnes n'ont pas accès à ces services essentiels, les exposant à la pandémie du coronavirus, mais également à de nombreuses autres maladies évitables comme la diarrhée, le choléra, la rougeole, la pneumonie ou encore l'hépatite A.

### 1. LES ENJEUX EAH DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE DU CORONAVIRUS

#### L'absence d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, facteurs d'aggravation de la crise

Le contact avec les mains étant l'un des principaux facteurs de transmission du Coronavirus, l'absence d'un accès adéquat aux services d'eau potable et d'assainissement contribue à aggraver la crise.

Une grande partie de la population mondiale est concernée : 2,2 milliards de personnes dans le monde, soit 1 personne sur 3, sont encore sans accès à des services d'alimentation domestique en eau potable gérés en toute sécurité ; et 4,2 milliards de personnes, soit 1 personne sur 2, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité ([JMP Report 2019](#), [WHO/UNICEF](#)).

En France métropolitaine, 1,4 million de personnes ne bénéficient toujours pas d'un accès à une eau saine. Dans les territoires d'Outre-Mer, les chiffres sont encore plus alarmants : en Guyane et à Mayotte, par exemple, des milliers de personnes recueillent encore leur eau de boisson directement à partir des eaux de surface (cours d'eau, eaux stagnantes, lacs...).

La disponibilité des installations de lavage des mains dans les pays à faibles et moyens revenus est très réduite. Au niveau mondial, 40 % des ménages ne disposent toujours pas d'installations de lavage des mains à l'eau et au savon, et 19 % seulement des personnes se lavent les mains au savon après avoir déféqué. Près de la moitié des établissements de santé (43 %) ne disposent pas d'installations de base pour le lavage des mains à l'eau et au savon, et près de la moitié des écoles (47 %) dans les pays en développement n'ont pas d'installations pour le lavage des mains (Rapport 2019 JMP OMS/UNICEF,

WASH in Health Care Facilities). Cela rend une bonne hygiène des mains impossible pour des millions de personnes, contribue à la propagation des infections et rend la lutte contre cette pandémie très difficile.

#### Des risques pour la continuité des services EAH

Des possibles ruptures dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, une main-d'œuvre réduite et exposée au virus, des problématiques de paiement des services, font peser des risques sur la continuité, la durabilité et la qualité des services de distribution d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'une préoccupation majeure, en particulier pour les pays qui connaissent des crises ou des conflits. Cela pourrait creuser encore les faiblesses de gouvernance, des politiques et des stratégies qui pèsent déjà sur le secteur EAH dans certains pays. Des appuis techniques et financiers immédiats sont nécessaires pour garantir la continuité des services EAH pour toutes et tous et atténuer la gravité des impacts de la crise du COVID19.

Notons que les secteurs de l'eau potable, de l'assainissement et du traitement des boues ne sont pas, dans le cas du coronavirus, des facteurs de contamination (les vecteurs restant les aérosols et les points de contact). Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), aucun cas de contamination au Covid-19 n'est en lien avec l'eau potable et le virus ne résiste pas aux traitements habituellement utilisés pour la production d'eau potable<sup>1</sup>.

#### Des risques exacerbés pour les plus vulnérables et les populations marginalisées

Si le lavage des mains apparaît comme la meilleure mesure préventive pour éviter de contracter ou de propager des maladies et en particulier le Coronavirus, cette consigne est difficile à respecter pour les personnes les plus vulnérables, qui vivent au quotidien sans équipements d'accès à l'eau et d'hygiène,

Il s'agit des personnes vivant à la rue, dans des camps, ou des bidonvilles, se trouvant en centres de détention ou sur des zones de conflits. Sans accès à l'eau et à l'assainissement, ni aux systèmes de soins, ces personnes ne peuvent se protéger ni se soigner. La crise met en péril leur vie, tout en exacerbant les inégalités et les stigmatisations.

C'est pourquoi les réponses proposées dans la promotion de l'hygiène doivent être socialement inclusives (langue, genre, âge, lieu de vie, etc.) et éviter tout stéréotype. Ces précautions sont essentielles pour protéger ces populations vulnérables contre le COVID-19 et ne laisser personne de côté, mais aussi pour prévenir d'autres maladies infectieuses qui peuvent se propager lorsque les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont limités.

#### Une crise sanitaire qui concerne tout le monde

Cette crise sanitaire démontre de manière criante que la santé publique est un bien commun, partagé, et que de la santé des uns dépend la santé des autres. Si une partie de la population n'a pas accès à l'eau et à l'hygiène, c'est toute la société qui est vulnérable. Les inégalités mettent en danger la santé de tous.

L'eau, l'assainissement et l'hygiène sont des éléments inséparables et à la base d'une société en bonne santé. En effet, une bonne hygiène impose des installations d'assainissement adaptées, équipées d'eau et de savon. Une eau propre est garantie seulement par un traitement des excréta adapté afin de ne pas contaminer les sources d'approvisionnement. Bénéficier de toilettes équipées d'eau et de savon doit s'accompagner d'un lavage des mains systématique afin d'éviter toute contagion et infection ensuite.

#### Une menace majeure pour les Pays les Moins Avancés

À ce jour, le virus COVID-19 a surtout touché les pays à revenu élevé, qui disposent de systèmes de santé relativement solides, et qui malgré tout subissent une forte tension pour endiguer la propagation du virus. La pandémie de COVID-19 pourrait avoir des impacts encore plus dévastateurs quand elle

---

<sup>1</sup> <https://www.cieau.com/covid-19-leau-votre-meilleure-alliee/>

s'étendra dans les pays dont les systèmes de santé sont plus faibles et dans lesquels le confinement est plus difficile au regard des conditions de vie et des moyens de subsistance.

Les effets sur les populations des pays à faible et moyen revenu peuvent être catastrophiques, à la fois en termes de nombre de personnes touchées mais aussi en termes d'affaiblissement des services de santé essentiels.

La solidarité internationale est l'une des clés de la réponse sanitaire à l'épidémie du Coronavirus. Seule une aide publique d'urgence, additionnelle aux budgets d'aide publique au développement, pourra permettre de soutenir ces pays, leurs systèmes de santé et l'ensemble des acteurs·rices des sociétés civiles locales et de la solidarité dans leur lutte contre les effets sanitaires et sociaux liés à l'épidémie.

## 2. RECOMMANDATIONS DES ONG POUR UNE MOBILISATION FORTE AU NIVEAU POLITIQUE

La pandémie du COVID-19 met en évidence le besoin urgent et vital de rendre effectifs les droits humains à une eau saine, un assainissement adapté et une hygiène de base. Face à l'urgence sanitaire, il est temps d'agir et de rappeler que des solutions existent à court et moyen termes :

- **En France :**

Pour une réaction immédiate :

- a) L'Etat doit garantir l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement dans les établissements scolaires, les centres de santé, les prisons, et les autres espaces publics ;
- b) L'Etat doit prendre des mesures urgentes pour assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous dans les Départements et Régions d'Outre-Mer, en particulier à Mayotte, en Guadeloupe et à La Martinique ;
- c) Les pouvoirs publics, locaux et nationaux, doivent mettre à disposition du savon et/ou du gel hydro-alcoolique dans tous les lieux accueillant du public et auprès des populations précaires afin de rendre possible la généralisation du lavage des mains, geste barrière principal de la pandémie ;
- d) Les collectivités territoriales, avec l'appui du gouvernement français, doivent installer ou rouvrir des points d'eau, les plus nombreux et les plus accessibles possibles des zones d'habitation informelles et des populations démunies ;
- e) Les collectivités territoriales, avec l'appui du gouvernement français, doivent rouvrir les fontaines publiques, les bains-douches et installer des douches mobiles, avec de préférence des cabines individuelles, avec mise à disposition de savon ;
- f) Les collectivités territoriales, avec l'appui du gouvernement français, doivent proposer des tarifications adaptées afin de garantir un accès continu aux services d'eau et d'assainissement (gratuité, tarif social ou progressif, ou encore moratoire sur les factures d'eau pour les ménages vulnérables privés de revenus par la crise) ;
- g) L'Etat doit organiser l'information sur les mesures existantes de manière transparente, actualisée et accessible, y compris auprès des populations vulnérables ;

Pour une action dans la durée :

- a) L'Etat doit reconnaître les droits humains à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement dans la législation interne et accélérer les efforts pour les rendre effectifs pour toute la population, en métropole et en Outre-Mer.

- **A l'étranger, et en particulier dans les PEDs et les zones de crise humanitaire :**

Pour une réaction immédiate :

- a) Les gouvernements doivent déployer et assurer l'approvisionnement de services d'urgence d'accès à l'eau, à l'hygiène dans les zones touchées par le COVID19, en priorité : dans les établissements de santé, les écoles, les prisons, et dans les lieux publics. Il est essentiel de ne pas laisser de côté les zones d'habitats informels et les milieux ruraux isolés. Ces services doivent être fonctionnels, continus, afin de permettre aux personnels soignants d'apporter des soins de qualité, et de permettre à toute personne qui n'a pas accès à l'eau à son domicile de se protéger ;
- b) Les bailleurs et les partenaires techniques et financiers, dont la France, doivent mettre en place des mesures d'aide humanitaire d'urgence en matière d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et garantir un financement additionnel et un appui technique rapides et flexibles aux PMA pour définir et mettre en œuvre des plans de réponse à la crise ;
- c) Les gouvernements et les bailleurs doivent appuyer les ONG dans la réponse d'urgence coordonnée, notamment en matière d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, en particulier sur les dispositifs de lavage des mains, la distribution de kits d'hygiène et pour les campagnes de promotion de l'hygiène, via des moyens financiers accrus ainsi que par des facilités et mécanismes de soutien spécifiques aux acteurs associatifs ;
- d) Les pouvoirs publics et les opérateurs de services doivent assurer les conditions nécessaires au fonctionnement et à la continuité des services EAH existants, en organisant leurs moyens matériels et techniques. Ils doivent mettre en place des mesures équitables pour un accès continu de la population et des professionnels aux produits et services EAH (report des paiements, tarification adaptée, gratuité etc.) et interdire les coupures d'eau à ceux qui ne peuvent pas payer leurs factures ;
- e) Les pouvoirs publics et les opérateurs doivent prendre des mesures d'urgence pour rendre effectifs les droits humains des travailleurs du secteur EAH à des conditions de travail justes et favorables en garantissant le maintien des emplois, un équipement adapté avec des protections individuelles, des indemnités de maladie qui couvrent les frais essentiels ;
- f) En situation de conflit, les attaques contre les infrastructures hydrauliques doivent cesser et l'aide humanitaire doit assurer un approvisionnement continu en eau et empêcher l'effondrement des services d'eau et d'assainissement, qui jouent un rôle primordial dans la survie des populations et dans la lutte contre les épidémies quelles qu'elles soient<sup>2</sup>.

Pour une action dans la durée :

- a) Les gouvernements devront accélérer les efforts dans la réalisation des droits humains à l'eau potable et à l'assainissement pour toutes et tous au domicile, et améliorer les installations d'hygiène, d'assainissement et d'accès à l'eau dans des lieux clés tels que les établissements de soins de santé, les écoles, les marchés et autres lieux publics ;
- b) Le gouvernement français doit renforcer l'Aide Publique au Développement pour le secteur eau et assainissement, en priorité à destination des PMA. Cette aide doit être débloquée prioritairement sous forme de dons et être additionnelle aux budgets déjà alloués. Outre les programmes d'accès durable aux services d'eau et d'assainissement, l'aide doit permettre des campagnes de promotion de l'hygiène à large échelle et des programmes de changement durable des comportements, essentiels pour assurer la sécurité sanitaire mondiale et prévenir de futures pandémies ;
- c) Le gouvernement français et les bailleurs doivent soutenir des projets de renforcement des systèmes de santé, avec une priorité sur l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi que le développement de plan de prévention des risques.

---

<sup>2</sup> [Convention de Genève](#), Article 53

### CHIFFRES CLÉS (SOURCE UN-WATER) :

- 3 milliards de personnes, soit 40% de la population mondiale, ne bénéficient pas d'installations de base de lavage des mains avec de l'eau et du savon disponible à la maison (Rapport du Joint Monitoring Program 2019, OMS/UNICEF).
- L'accès à l'eau et au savon pour le lavage des mains varie considérablement entre les pays : de 15% en Afrique subsaharienne à 76% en Asie occidentale et en Afrique du Nord. (Rapport de synthèse 2018 sur l'ODD 6, UN-Water, 2018)
- 1 établissement de santé sur 8 n'a pas de service d'eau, ce qui impacte près de 900 millions de personnes (Rapport du Joint Monitoring Program 2019 sur les services EAH dans les établissements de santé, oms/unicef)
- 1 établissement de santé sur 5 n'a pas de service d'assainissement – affectant plus de 1,5 milliard de personnes (Ibid.)
- 1 établissement de santé sur 6 n'a pas de service d'hygiène (Ibid.)
- Des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement pourraient sauver la vie de plus de 360 000 nourrissons chaque année (Ibid.)
- 31% des écoles ne disposent pas de services élémentaires d'eau potable et 19% ne disposent d'aucun service d'approvisionnement en eau potable (point d'eau non amélioré ou absence totale de point d'eau). (Rapport du Joint Monitoring Program 2018 sur les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les écoles, OMS/UNICEF)
- Près de 570 millions d'enfants ne bénéficient d'aucun service élémentaire d'approvisionnement en eau potable dans leur établissement scolaire. (Ibid.)
- 34% des écoles ne disposent pas de services élémentaires d'assainissement et 47% ne disposent pas de services élémentaires d'hygiène pour le lavage des mains. (Ibid.)

## ANNEXES

### PRINCIPAUX MESSAGES DU SECTEUR SANTE ET EAU LIES AU COVID-19

- **Sur la situation en France :**
  - ➔ **Collectif Romeurope**, page spéciale "Outils et actualités" sur le COVID-19 et ses impacts (notamment sur l'accès à l'eau) dans les squats et les bidonvilles, à retrouver [ici](#)
  - ➔ **Lettre ouverte inter-associative (du 17 mars 2020) pour que les plus vulnérables soient pris en compte même en période de confinement**, [ici](#).
  - ➔ **Coordination Sud**, courriers à l'attention des pouvoirs publics :
    - **Au Président de la République** afin de demander l'annonce d'une aide massive aux pays relevant de l'aide publique au développement (APD), notamment les plus pauvres, additionnelle aux moyens déjà budgétés, [ici](#)
    - **Au ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, Jean-Yves Le Drian**, afin d'exposer les premiers constats d'impact de la crise ainsi que les 9 mesures essentielles que Coordination SUD porte à l'attention des pouvoirs publics pour soutenir l'action des ONG, [ici](#)
- **Sur la situation à l'international :**
  - ➔ **António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies** : annonce d'un plan d'intervention humanitaire mondial de 2 milliards de dollars pour lutter contre COVID-19 dans les pays les plus vulnérables. *Plus d'informations* [ici](#)
  - ➔ **UN-Water**, page spéciale « Coronavirus global health emergency », accessible [ici](#)
  - ➔ **Guidelines de l'OMS** sur la gestion de l'eau, l'assainissement et les déchets pour la COVID-19 (actualisées le 23 avril) [ici](#)
  - ➔ **Appel à l'action** de dirigeants mondiaux sur Covid-19 et EAH, [ici](#)
  - ➔ Sanitation and Water for All, « **La santé est loin de se résumer aux soins médicaux : réflexions sur le coronavirus** » : page spéciale compilant différentes ressources sur l'importance du secteur WASH dans la lutte contre la pandémie et des retours d'expériences des pays du sud [ici](#)
  - ➔ **Recueil d'expériences des pays sur Covid-19 et EAH** par le Partenariat "Sanitation and Water for All", [ici](#)
  - ➔ **SWA / OMS / UNICEF**, webinaire sur WASH et COVID-19 présentant l'état de la connaissance et les préconisations pour répondre à la crise, [ici](#)
  - ➔ **Pétition de End Water Poverty** "Protéger les personnes contre la Covid-19 en réalisent leurs droits humains à l'eau potable", [ici](#) et **appel mondial aux gouvernements** pour les droits des travailleurs du secteur EAH, [ici](#)
  - ➔ **Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, M. Léo Heller**, communiqué de presse [ici](#), et 2 vidéos accessibles [ici](#) et [ici](#)
  - ➔ **Global WASH Cluster**, page spéciale sur le COVID-19 présentant les ressources principales, publications et sites de référence concernant les mesures mises en œuvre à travers le monde pour faire face à l'épidémie, [ici](#)

- **Wash'Em, ressources sur le COVID-19 (webinars, outils, guide, activités, etc.)** : « **Quand les organisations humanitaires se forment pour faire barrière au COVID-19** » afin d'accélérer le changement des comportements en matière de lavage des mains, [ici](#)
- **WaterAid**, page spéciale compilant un ensemble de mesures (interventions préventives, protectrices et curatives) pour lutter contre le COVID-19 : « *What should WASH agencies do to limit the spread of coronavirus ?* », [ici](#)
- **RWSN**, ressources et conseils pour les professionnels de l'eau et de l'assainissement en milieu rural en contexte de crise du coronavirus, [ici](#)
- **WSSCC**, page spéciale « **Un assainissement et une hygiène sûrs sont essentiels pour prévenir les pandémies comme COVID-19** », [ici](#)
- **Aquapublica**, déclaration conjointe « **Les opérateurs publics européens de l'eau s'engagent à assurer la continuité des services d'eau en réponse à l'urgence COVID-19** », [ici](#)
- **Institut Bioforce**, modules de formations sur le COVID19 et les gestes barrières, [ici](#)

---

La Coalition Eau regroupe les principales ONG françaises mobilisées pour promouvoir un accès à l'eau et à l'assainissement pérenne pour tous, en particulier les plus vulnérables, tout en préservant les ressources en eau.

Sont membres de la Coalition Eau : ACAD · Action contre la Faim · ADEDE · BlueEnergy · CRID · 4D · Dynam'eau · EAST · Eau et Vie · Eau Sans Frontières International · Eau Vive · GRDR · GRET · Guinée 44 · Hydraulique Sans Frontières · IDO · Initiative Développement · Kynarou · Morija · Réseau Foi et Justice Afrique Europe · Secours Catholique – Caritas France · Secours Islamique France · SEVES · Solidarité Eau Europe · Solidarités International · WECF · Wikiwater